

pays, mais qui finissent toujours par le démembrer, sinon le perdre tout-à-fait par l'anarchie dans les esprits et les institutions, et enfin par la ruine même de ses intérêts matériels.

Nous souhaitons donc que l'esprit de bienveillance, de bonne foi, de fraternité et de charité chrétienne, surtout entre les canadiens-français, et cela sans approuver ce qui est vice ou erreur publiquement nuisible, anime enfin tous ceux qui, n'importe où ils sont, ont assumé la tâche de s'intéresser aux affaires publiques de notre pays. Aucune loi prétendue politique, aucune morale de même nature, aucune coutume tant invétérée qu'on la dise, n'auront le droit de prescrire contre ces devoirs de la société chrétienne et naturelle. Appelés par un ordre divin à vivre ensemble, soit en famille, soit d'homme à homme, soit classés en grandes républiques ou en royaumes, les hommes ne peuvent se rendre fidèles à cet ordre divin, pour y trouver la vie et le bonheur, que par trois moyens, dont le bon ou le mauvais usage est à leur disposition, savoir, l'intelligence, le cœur et les intérêts matériels. Ils ont besoin à la fois d'être unis pour la vie de l'intelligence, pour la vie du sentiment et pour la vie matérielle. C'est là le câble à trois puissants cordons qu'il est difficile de rompre. En politique donc, comme en toute autre chose, là est l'harmonie, la force, le vrai, qui emporte tout et qui fait tout réussir. Un coup-d'œil sur l'histoire du jour, par tout le monde civilisé, suffit à faire voir ce que les peuples gagnent, ou plutôt ce que leurs meneurs obtiennent en désordre et en maux de tout genre, en pratiquant le contraire. D'un autre côté, pour entrer dans les limites spéciales des attributions de la *Gazette des Campagnes*, nous souhaiterons, pour le plus grand bien de notre pays, après celui toutefois de la paix et de la concorde, que l'esprit et les œuvres de la colonisation et des améliorations agricoles se développent de plus en plus, aidées du concours de tous les vrais amis de leur pays et surtout de ceux qui, législateurs et gouvernants, sont chargés spécialement des destinées temporelles de cette province.

Et quant au peuple canadien tout entier, qui devra toujours et avant tout trouver dans un système florissant d'agriculture, et sa meilleure sécurité et son plus haut crédit, nous lui souhaitons pour conserver, avec ces biens, ses forces, sa tête et son cœur, le maintien généreux et religieux de la tempérance dans son sein. Qu'il passe à ses enfants, par l'exemple et la parole, une aussi belle et si vertueuse tradition ! Et ce peuple aura dans ses fils une postérité grande, durable et bénie.

Au monde entier, il est permis de souhaiter pour la nouvelle année qui porte dans ses flancs, comme les précédentes, des causes toujours substantives d'instabilité, de bouleversements et de guerre, il est permis de souhaiter que les principes chrétiens qui sauvent et font vivre les Etats comme les individus, soient enfin reconnus par les peuples et les rois pour leur commun bonheur.

Ceci nous amène à dire un mot du congrès convo-

qué par Napoléon III. Bien que ce congrès passe pour accepté par tous les princes qui y ont été invités, à l'exception toutefois de l'Angleterre, il reste peut-être plus que douteux qu'il puisse s'assembler, et encore, supposé qu'il s'assemble, il n'est pas moins douteux qu'il puisse amener quelque chose à bonne fin. On voudrait d'abord, et la chose nous paraît très-légitime, savoir quel est le but pour lequel on s'assemble. Si ce congrès ne doit avoir pour objet de ses délibérations que les idées manifestées par l'Empereur des Français et dans sa lettre de convocation et dans son discours d'ouverture des Chambres, il est bien sûr que parmi les vingt têtes couronnées appelées au congrès, toutes ne partageront pas les idées napoléoniennes sur les traités de 1815, non plus que son silence à l'égard des affaires de Rome et de l'Italie, ainsi que ses atermoiements au sujet de la Pologne. Après cela, comment espérer quelque chose de définitif et de rassurant d'un congrès déjà profondément divisé avant même de s'assembler ? Il est bien à croire, comme beaucoup de bons esprits le pensent avec grande raison, que Napoléon tout le premier, malgré son habileté dans la politique appuyée sur des vues toutes humaines, sent que ces vues et cette habileté ne suffisent plus pour maintenir en Europe l'équilibre et la paix.

Ce prince de la paix, Napoléon III, avec son Empire qui, disait-il, ne doit être que le symbole et la garantie de la paix, le voilà à la veille, pour la troisième fois, de faire mentir tout ensemble et son symbole et ses vues et son habileté. Car, à moins que Dieu n'intervienne pour prendre lui-même sa cause en main et celle des peuples qu'il veut sauver, la politique actuelle des chefs des nations, celle surtout de Napoléon III, ne peut avoir qu'une issue fatale, une guerre européenne. Ce sera l'orage qui purifiera encore une fois l'atmosphère politique et sociale de cette partie du monde. En attendant le Saint Père, comme les autres souverains, a accepté le congrès. Il devait l'exemple de la bonne volonté à rétablir l'ordre et la paix en Europe, si le congrès est propre à ces deux grandes fins. Cependant, Pie IX est loin d'espérer plus que les autres que ce congrès obtiendra cette paix et cet ordre dont l'Europe a tant besoin. Au contraire, n'espérant, plus que jamais, qu'en Dieu seul et dans la mission chrétienne et séculaire de la France, malgré la politique à double jeu de son gouvernement actuel, le congrès ne peut être utile au Saint Père qu'en ce qu'il aura là encore une fois, une occasion bien solennelle de protester, comme roi et pontife, contre la spoliation de ses états, et contre toutes les vexations et les usurpations entreprises partout contre l'Eglise. Après quoi il pourra retourner à Rome tranquille, attendant ou d'en être, banni encore une fois par la révolution et le lâche aveuglement des souverains catholiques, ou de s'y voir rétabli encore une fois par la main de Dieu, malgré toutes les faiblesses ou les mauvais services des puissants de la terre.

Pour en venir maintenant à quelques détails sur la situation européenne, qui n'a guère changé, à la vérité, depuis la dernière quinzaine, constatons d'abord